

Office fédéral de l'énergie
Section NE
3003 Berne

strategie-stromnetze@bfe.admin.ch

N/réf. DG/kna

Morges, le 16 mars 2015

**Stratégie Réseaux électriques:
Procédure de consultation**

Monsieur le Directeur,
Madame, Monsieur,

Par le présent courrier, nous avons l'avantage de vous communiquer la position de Romande Energie sur le projet de stratégie réseaux électriques.

Dans l'ensemble, Romande Energie y est favorable. En particulier, Romande Energie soutient les nouvelles règles permettant de spécifier que certaines installations électriques de niveau 1 à 3 sont d'importance nationale (nouvel article 15d LIE du projet soumis à consultation) et qu'à ce titre elles ont un intérêt équivalent ou supérieur au sens de l'article 6 alinéa 2 de la loi sur le protection de la nature et du paysage (LPN).

Romande Energie accueille également positivement le nouvel article 15 alinéa 3 LApEI du projet qui prévoit que les mesures indispensables de prévention, de protection, de remise en état et de remplacement prises en vertu de la législation sur la protection de l'environnement, de la nature et du patrimoine sont également imputables comme des coûts de capital, même si ces derniers ne servent pas à proprement parler aux installations électriques. Il en va de même des coûts des mesures novatrices pour les réseaux intelligents (*smart grids*). Les gestionnaires de réseau auront ainsi la possibilité d'imputer comme coûts du réseau les coûts des innovations concernant le réseau. En outre, les exploitants des réseaux de distribution de niveau 3 à 7 pourront se familiariser avec ces nouvelles technologies et élaborer des solutions optimales pour l'avenir.

Outre ces remarques introductives, nous vous communiquons ci-après nos déterminations sur les intentions du Conseil fédéral quant aux futures règles de la LApEI et de la LIE, telles qu'elles figurent dans le rapport explicatif concernant la stratégie réseaux électriques du projet soumis à consultation. Nous limitons nos commentaires aux règles qui suscitent des réflexions de notre part.

Article 3bis LIE

Cette nouvelle disposition prévoit que le Conseil fédéral doit être en mesure d'édicter des dispositions concernant la perception d'émoluments appropriées pour les décisions, les contrôles et les prestations de l'administration fédérale et de l'ESTI. L'alinéa 2 introduit la base légale permettant à la Confédération d'introduire des dispositions afin de percevoir des émoluments pour les frais incombant à l'OFEN dans le cadre des conventions de prestations conclues avec les cantons concernant leurs tâches d'information et de communication visées au nouvel article 9f alinéa 2 LApEI.

En l'état Romande Energie est d'avis qu'il convient de supprimer cette nouvelle disposition dans la mesure où elle n'est pas conforme aux exigences de base légale telles que définies à l'article 127 de la Constitution fédérale. En effet, en matière fiscale et notamment s'agissant de la perception de nouveaux émoluments, les exigences d'une base légale sont en général très strictes (ATF 134 I 313, 318). La perception des contributions causales doit être prévue, quant à son principe, dans une loi au sens formel qui définit elle-même au moins le cercle des contribuables, l'objet et la base de calcul du montant de la contribution. En l'espèce, ces exigences ne paraissent pas remplies.

Article 15b alinéa 2 LIE

Conformément à l'article 15b alinéa 2 LIE, les mesures de remplacement ordonnées en application de la législation sur la protection de l'environnement, de la nature et du patrimoine doivent être réalisées à l'intérieur de la zone de planification correspondante. Si les mesures de remplacement ne peuvent pas être prises dans le réseau de transport, le nouvel article 15b alinéa 2 LIE permet alors d'intervenir à l'échelon des niveaux de réseau inférieurs au réseau de très haute tension. Selon le rapport explicatif, cela concerne notamment le regroupement de projets au niveau de très haute tension avec des lignes des niveaux de réseau inférieurs, le démantèlement de telles lignes ou l'enfouissement de lignes aux niveaux de réseaux inférieurs.

Comme leur nom l'indique, les mesures de remplacement sont destinées à remplacer un élément, par exemple, une ligne aérienne par une ligne souterraine. Le rapport explicatif parle de projet de regroupement, de démantèlement ou d'enfouissement. En l'espèce, Romande Energie n'est pas favorable à une intervention du gestionnaire du réseau de transport dans la zone du gestionnaire du réseau de distribution en aval au motif de projets qui lui seraient propres, en y ajoutant, par exemple, des points de raccordement onéreux supplémentaires au lieu de lignes du niveau de réseau 3. Afin d'éviter ce genre de situations, Romande Energie propose de modifier le début du nouvel article 15b alinéa 2 LIE comme suit : « *Sur demande motivée du gestionnaire du réseau de transport, l'autorité chargée de l'approbation des plans [...]* ».

Article 15c alinéas 2 et 4 LIE

Conformément à l'article 15c alinéa 1^{er} LIE, les nouvelles lignes et les lignes existantes des réseaux de distribution qui doivent être remplacées, renouvelées ou étendues doivent être réalisées, en règle générale, sous forme d'enfouissement, dans la mesure où cela est techniquement possible et où les coûts en résultant ne sont pas disproportionnés. La proportionnalité des coûts est respectée, selon cette disposition, lorsque les coûts totaux de la réalisation et de l'exploitation de la ligne souterraine ne dépassent pas d'un facteur donné (facteur de surcoût) l'ensemble des coûts d'une ligne aérienne techniquement équivalente. Le facteur de surcoût, selon l'alinéa 2 de cette disposition, est fixé par le Conseil fédéral.

Romande Energie est d'avis que le facteur de surcoût ne doit pas varier trop souvent, auquel cas l'incertitude serait susceptible d'allonger les procédures d'opposition. Nous proposons donc de prévoir que le facteur de surcoût peut être ajusté simultanément à l'adoption d'un nouveau scénario-cadre, à savoir tous les cinq ans conformément au nouvel article 9a alinéa 4 LApEI. Romande Energie suggère donc d'ajouter la phrase suivante à la fin du nouvel article 15c alinéa 2 LIE : « Le Conseil fédéral peut ajuster le facteur de surcoût simultanément à l'adoption d'un nouveau scénario-cadre, conformément à l'article 9a alinéa 3 LApEI. »

Romande Energie propose également de supprimer le nouvel article 15c alinéa 4 permettant de renoncer à tout ou partie de l'enfouissement d'une ligne même si le facteur de surcoût n'est pas dépassé, lorsque les inconvénients pour l'aménagement du territoire et l'environnement s'en trouvent globalement diminués. L'ElCom pourrait en effet considérer après coup que la solution de ligne aérienne, moins onéreuse, est suffisante et remettre ainsi en cause l'imputabilité du surcoût de l'enfouissement de la ligne.

Nonobstant ce qui précède, Romande Energie est d'avis qu'il est important de maintenir la possibilité de raccorder des installations décentralisées par voie aérienne et ce, sans présenter différentes variantes d'études, lorsque les conditions géographiques ou topographiques sont particulières. Le projet de loi devrait le mentionner dans les exceptions.

Article 15e alinéa 2 LIE

L'article 15e alinéa 2 LIE permet au Conseil fédéral de définir les exceptions à l'obligation de fixer un projet dans un plan sectoriel au motif, par exemple, que les projets n'ont pas d'effets considérables sur l'aménagement du territoire et sur l'environnement.

Selon le rapport explicatif (page 35), l'obligation de fixer un projet dans un plan sectoriel concerne exclusivement les installations du réseau de transport (niveau de réseau 1) et non les installations du réseau de distribution. Romande Energie propose donc de préciser clairement cette obligation en modifiant l'article 15e alinéa 2 de la manière suivante : « L'obligation de fixer le projet dans un plan sectoriel concerne les projets de construction de réseaux très haute tension. Le Conseil fédéral définit les autres exceptions à l'obligation de fixer le projet dans un plan sectoriel ».

Article 26a LIE

Romande Energie n'adhère pas au contenu du nouvel article 26a LIE. En effet, la saisie des données est aujourd'hui prescrite par l'Ordonnance sur les lignes électriques (OLEI), qui ne l'impose pas au format numérique. Les questions d'aménagement du territoire, notamment l'établissement des plans directeurs, sont du ressort des cantons, même si les plans directeurs requièrent l'approbation finale de la Confédération. Il convient donc d'appliquer les procédures existantes. L'attribution de la mission d'établir une vue d'ensemble global des installations électriques sous forme de géodonnées à l'OFEN entraînerait un surcoût important qui n'est ni justifié, ni nécessaire et qui n'apporterait aucune valeur ajoutée. En outre, le volume des données à gérer serait considérable. Les principes régissant la collecte et l'utilisation des données sont aujourd'hui définis par la Loi et l'Ordonnance fédérales sur la géoinformation (LGéo et Ogéo). De nouvelles prescriptions en la matière sont donc superflues.

S'agissant de la publication de ces données, tel que cela ressort de l'alinéa 2, la protection des infrastructures critiques et sensibles doit être garantie, ce qui n'est pas compatible avec la publication de ces données.

Comme alternative à la suppression de cette disposition, Romande Energie propose que seules les entreprises tenues de soumettre des plans pluriannuels pour approbation doivent transmettre leurs données à la condition que cela n'entraîne pas de charges disproportionnées et que les coûts y afférents soient remboursés aux entreprises concernées. Enfin, la protection des infrastructures sensibles doit être garantie.

Article 9b alinéa 1^{bis} LApEI

Romande Energie souhaite ajouter à cette disposition un nouvel alinéa 1^{bis} dont la teneur est la suivante : « Les gestionnaires de réseau de distribution établissent leur planification sur la base des prescriptions du scénario-cadre de l'OFEN ainsi que sur la base des exigences de planification régionale et communale, en associant de manière appropriée l'exploitant du niveau de réseau directement supérieur, les cantons et les communes. »

Romande Energie est d'avis que les scénarios énergétiques, notamment le scénario-cadre établi par l'OFEN, ne peuvent pas servir de base à la planification des réseaux. Au contraire, les gestionnaires de réseau doivent déduire des scénarios énergétiques les exigences à remplir par leurs réseaux, d'où le nouvel alinéa 1^{bis} proposé par Romande Energie.

En outre, à l'alinéa 4 de cette même disposition, il ne fait pas partie des attributions de la société nationale du réseau de transport de publier les données de planification de tiers. Par conséquent, Romande Energie suggère que les plans pluriannuels soient publiés par l'EICom et non par la société nationale du réseau de transport.

Article 9c LApEI

L'article 9c LApEI doit s'appliquer non seulement aux points d'injection, mais également aux points de soutirage. Il convient également de tenir compte des coûts générés tout au long du cycle de vie pour déterminer quel est le point de raccordement le plus avantageux sur les plans technique et économique, et non de se baser uniquement sur le montant de l'investissement initial.

Romande Energie propose donc de modifier l'article 9c LApEI comme suit :

« Art. 9c Fixation des points d'injection et de soutirage

¹ Les gestionnaires de réseau fixent les points d'injection et de soutirage des nouvelles installations de production en se basant sur des données de planification solides concernant l'évolution à venir de la production et de la consommation.

² Le point d'injection à retenir doit être, en règle générale, le point situé sur le réseau existant ou futur qui, compte tenu des coûts du cycle de vie, offre les conditions de raccordement les plus avantageuses d'un point de vue technique et économique. »

Article 22 alinéa 2^{bis} LApEI

Le nouvel article 22 alinéa 2^{bis} LApEI prévoit que l'EICom examine les plans pluriannuels soumis par les gestionnaires de réseau. Cette validation des plans par l'EICom s'effectue *ex ante*, puisqu'elle intervient avant la réalisation des projets. Elle est destinée à confirmer avec effet obligatoire pour les autorités que les mesures prévues sont :

- a) appropriées pour garantir la sécurité de l'approvisionnement du pays en électricité (cf. article 9 alinéa 1^{er} LApEI) ; et qu'elles sont
- b) nécessaires et indispensables.

Le contenu et l'exposé des motifs des plans pluriannuels soumis doivent permettre d'évaluer ces points. Il s'agit en effet de veiller à ce que la planification et les rapports puissent être établis efficacement et d'éviter que des informations non requises aux fins de l'évaluation par l'ElCom soient demandées.

Enfin, d'un point de vue général, le processus de développement du réseau reste très complexe en raison du nombre d'instances concernées (DETEC, OFEN, ESTI, ElCom, GRT, GRD, etc.) et du fait que les instances devront développer et maintenir ce savoir-faire spécifiques. Dans la pratique, ce processus pourrait mener à des retards et avoir des répercussions coûteuses. Une concentration des instances concernées permettrait d'accélérer les procédures et ne serait pas en contradiction avec une communication transparente.

En vous remerciant de bien vouloir prendre note de ce qui précède, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Romande Energie SA



Pierre-Alain Urech
Directeur général



Pierre Oberson
Secrétaire général